

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 8 décembre 2021**  
(Convocation du 1<sup>er</sup> décembre 2021)

Aujourd'hui, le huit décembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	53
• Voix	322
<b>Présents</b>	
• Nombre	32
• Voix	208
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	33
• Voix	209
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour la Région membre : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute, M. Christophe Pugnetti
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Bareyt, M. Antoine Lequertier, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles



**OBJET : Ressources humaines / Recours gracieux dans le cadre du contrôle de légalité - Retrait de la délibération d'autorisation annuelle de recrutement d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité (art. 3-1-2°)**

**Exposé des motifs :**

Par délibération n° 100/2021 du 29 septembre 2021, le comité syndical a autorisé pour l'année 2021 le recrutement d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité sur le fondement de l'article 3-1-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

Cette délibération visait à permettre à l'autorité territoriale de procéder rapidement à des recrutements afin de répondre à la sollicitation, par les services de l'État, de l'EPTB dans la mise en œuvre du dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI).

Par courrier reçu le 18 novembre, Madame la Préfète des Landes a saisi l'EPTB d'un recours gracieux dans le cadre du contrôle de légalité préalablement à une décision de déferé devant le tribunal administratif, considérant que la délibération ne précisait pas suffisamment la mission à accomplir, le niveau de recrutement et la durée du contrat.

En effet, dans l'attente de partager avec les services de l'État les contours précis de la mission des animateurs MIRAPI, il avait été décidé d'anticiper en prévoyant la faculté de recourir à un contrat pour accroissement saisonnier d'activité tout en laissant la faculté à l'autorité territoriale de fixer les modalités pratiques de recrutement, sur la base du tableau des effectifs en vigueur. Or, il s'avère que la délibération créant les emplois en cause doit préciser le ou les grades correspondants ainsi que la durée hebdomadaire du temps de travail (Conseil d'État 30 octobre 1998, Ville de Lisieux, req. n° 149662).

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

**DECIDE**

**Article 1**

Vu le recours gracieux introduit par madame la Préfète des Landes et reçu le 18 novembre 2021,

- de retirer la délibération n° 100/2021 du 29 septembre 2021, par laquelle le comité syndical a autorisé pour l'année 2021 le recrutement d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 8 décembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE